Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

FAO – Une candidate pour défendre les OGM et l’agro-écologie ?

Par Zoé JACQUINOT, Christophe NOISETTE

Publié le 13/06/2019, modifié le 09/03/2026



Depuis juillet 2018, Catherine Geslain-Lanéelle est en campagne pour le poste de Directrice de la FAO (Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture). Candidate officielle de la France et de l’Union européenne face à trois autres candidats [1], elle s’est déclarée favorable aux OGM et a ajouté que dans une instance internationale, elle ne défendrait donc pas la position européenne sur les OGM. Inf’OGM vous propose une analyse de son discours, juste avant l’élection du 22 juin 2019.

Lors d’une rencontre à Washington le 15 mai 2018, Catherine Geslain-Lanéelle, candidate au poste de directrice de la FAO, a rassuré des représentants des ministères de l’agriculture et de

l'intérieur des États-Unis. Elle a en effet déclaré qu'elle ne défendra pas la position européenne sur les OGM et les biotechnologies durant sa présidence à la FAO, « *ce n'est pas ce dont l'agriculture a besoin* » [2]. Elle a un projet plus global qui inclurait également les intérêts étasuniens [3]. Dans une opération séduction quelque peu voyante, la candidate a même promis de recruter un directeur adjoint étasunien si elle obtient le poste, rapporte l'article.

Cette position concernant les biotechnologies n'est pas cachée et avait déjà été exprimée lors de son discours de présentation à la FAO le 11 avril 2019 bien que dans des termes beaucoup plus tempérés. « *Je sais ce que la science et l'innovation ont apporté au secteur alimentaire. […] Avec les grands défis qui nous attendent, nous continuerons d'avoir besoin de plus d'innovation et de sciences pour les résoudre. […] La biotechnologie est aussi très utile. Je soutiendrai les biotechnologies, OGM et l'édition génétique inclus bien entendu. Je pense que c'est important* » [4]
.

Interrogée par *Inf'OGM* sur la volonté de la candidate à réguler tous les nouveaux OGM (qu'elle appelle comme l'industrie "édition de gène") comme les OGM transgéniques, elle répond qu'elle n'en sait rien. Même réponse quand au soutien de la FAO sous sa direction à l'expansion des brevets et de l'UPOV. Elle a affirmé être choquée et déçue par le fait qu'elle soit « *enfermée* » dans le débat sur les OGM alors qu'elle évoquait dans son mémoire à la FAO vouloir utiliser toutes les solutions qui permettraient de réduire la faim dans le monde, dont l'agro-écologie, l'agriculture de précision et les biotechnologies. Elle souhaite « *que cette organisation travaille à partir de toutes les solutions qui existent, (...) des solutions et des innovations basées sur la science, au service de l'objectif, c'est-à-dire réduire la faim, l'éradiquer, lutter contre la pauvreté, éliminer la malnutrition, et promouvoir l'agriculture durable* ».
Est-il réellement possible de faire cohabiter des pratiques agricoles antagonistes ? Les OGM peuvent-ils cohabiter avec l'agro-écologie ? Soutenir les biotechnologies et souhaiter le dialogue sur toutes les solutions n'est-ce pas ménager la chèvre et le chou alors qu'on attend d'une candidate qu'elle fasse des choix stratégiques ?

Les biotechnologies une solution pour nourrir plus et mieux ?

La FAO est une institution dont le but est d'éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Pour atteindre son objectif, la position de la FAO vis-à-vis des biotechnologies est paradoxale. Tout en étant ouverte aux biotechnologies qu'elle considère être une solution adaptée, elle préconise de prendre en compte l'analyse et la gestion des risques potentiels pour l'environnement mais aussi les effets socio-économiques qu'elles peuvent entraîner [5].
Là où le directeur actuel, Jose Graziano da Silva, a déclaré soutenir les OGM et leurs applications tant que cela n'aboutissait pas à la création de monopoles contrôlant les semences [6], la candidate européenne a déclaré être favorable aux OGM tant que, en s'appuyant sur la science, les nouvelles techniques protègent la santé des consommateurs, des travailleurs et de l'environnement.

La candidate de la France et de l'Union européenne livre à travers son discours une approche très scientifique des problématiques agricoles. Elle laisse de côté l'analyse économique et sociétale, comme le fait l'Autorité européenne de Sécurité des Aliments (AESA) dont elle a été présidente durant sept ans. Les causes de la faim dans le monde sont agricoles et climatiques mais avant tout économiques et sociétales.

Des OGM sans réduction de la faim et de la malnutrition

La faim réside en majorité dans les pays les plus pauvres, trop pauvres pour développer des programmes de biotechnologies. Les biotechnologies seront un outil de plus de leur mise en dépendance des multinationales. Concrètement, depuis 20 ans, le développement des OGM s'est accompagné d'une concentration des monopoles comme en témoigne la création des trois géants : Dow-Dupont, Monsanto-Bayer et Syngenta-ChemChina… Il semble peu probable que cette tendance s'inverse. Les recherches et les brevets nécessitent des structures économiques et techniques de plus en plus importantes. La candidate reconnait elle-même au cours de l'entretien téléphonique qu'elle a accordé à *Inf'OGM* que le nombre de personnes souffrant de la faim est revenu au même niveau qu'il y a dix ans. À la question de savoir s'il fallait alors continuer à défendre les OGM qui ont progressé en terme de surface au cours des vingt derniers années, alors que le résultat sur la faim n'est pas flagrant, la candidate ironise mais ne répond pas.

De plus la faim et la malnutrition existent aussi dans les pays développés, qui ont adopté les OGM depuis plus de 20 ans. Aux États-Unis, premier pays producteur d'OGM, plus d'un tiers des étudiants ne mangent pas à leur faim. Un rapport de *Feeding America* de 2017 [7] annonce qu'un américain sur huit souffre d'insécurité alimentaire. Il ne s'agit pas de produire plus mais de mieux répartir les productions, de réduire le gaspillage alimentaire, de lutter contre la précarité, etc.

Une future alliée pour la dérégulation ?

Au sein même de l'Union européenne des voix contraires s'élèvent pour contester la décision de la Cour de justice de l'Union européenne de considérer la mutagénèse comme produisant des OGM. La prise de décisions basées sur la science qu'évoque la candidate, est mise à mal par les promoteurs des biotechnologies qui ont obtenu un allègement de l'évaluation des OGM en Europe [8] et qui souhaitent aujourd'hui que les nouveaux OGM échappent aux procédures réglementaires, donc aux évaluations.

Contrastant avec l'image d'une Chine éprise de sciences et dirigiste, le candidat chinois Qu Dongyu, interrogé sur le même sujet, a déclaré qu'une institution telle que la FAO doit aborder la question de tout nouveau produit avec prudence et responsabilité. Pas seulement les OGM mais aussi les autres produits comme les pesticides ou les engrais. Il considère qu'il faut répondre aux inquiétudes de la société civile et du public concernant les technologies notamment à travers le dialogue [9].

L'angle d'attaque scientifique sur la simple absence de risques dans les analyses scientifiques ne doit pas faire oublier ses autres conséquences économiques et sociales. La science ne donne pas le droit de s'affranchir du droit ou de la possibilité d'avoir un dialogue citoyen ou des prises de décisions démocratiques même si leurs résultats déplaisent aux sociétés des biotechnologies ou à des politiques libérales.

A la fin de l'entretien, la candidate replace le débat dans une perspective diplomatique, en soulignant que les autres candidats n'ont pas forcément des positions plus nuancées sur ces questions... Un rappel jugé nécessaire par la candidate, possiblement surprise que sa candidature ne recueille pas l'unanimité des européens.

Au final, *Inf'OGM* aurait bien aimé avoir une réponse claire sur le statut à venir des nouveaux OGM et sur le soutien de la FAO à l'expansion des brevets.

Une femme d'expérience

Catherine Geslain-Lanéelle, née en 1963 à Toulouse, est ingénieure agronome et de génie rural, des eaux et des forêts (AgroParisTech) et a eu de multiples expériences au sein des institutions françaises et européennes. Directrice de l'Autorité européenne de Sécurité des Aliments (AESA) de 2006 à 2013 [10], elle a pu rejoindre à de multiples occasions les équipes du ministère de l'agriculture et de l'alimentation [11].
Elle a notamment déjà présidé le comité « *Codex alimentarius* » de la FAO sur les principes généraux [12]].

---

[1] Il reste que trois candidats, l'Inde a décidé le 14 juin 2019 de retirer la candidature de Ramesh Chand

[2] Memo de l'USDA qu'*Inf'OGM* s'est procuré. La candidate soutient que c'est le candidat géorgien qui fait fuiter à la presse ses discussions avec Washington... « *pour diviser les européens, pour décrédibiliser [ma] candidature* ».

[3] Les procédures d'autorisation et d'évaluation des OGM sont différentes entre les États-Unis, qui les dérégulent avec une évaluation a minima et l'Union européenne qui utilise le principe de précaution. Aux yeux des États-Unis, cela cause des conflits commerciaux et entrave la liberté du commerce et la libre concurrence car cela constitue pour les États-Unis des barrières douanières. Le candidat soutenu par les États-Unis est le géorgien libéral David Kirvalidze.

[4] Réponse à une question page 233-234,
http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/bodies/CL_161/CL161_PV/CL_161_PV.pdf

[5] https://www.infogm.org/faq-la-FAO-et-les-OGM et https://www.infogm.org/faq-les-OGM-pour-lutter-contre-la-faim-dans-le-monde

[6] https://www.hagstromreport.com/news_files/062711_fao.html

[7] https://www.wsws.org/fr/articles/2017/05/faim-m11.html

[8] Charlotte KRINKE, Eric MEUNIER, « Autorisations d'OGM : des allègements passés inaperçus », *Inf'OGM*, 17 octobre 2018

[9] Réponse à une question page 223-224,
http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/bodies/CL_161/CL161_PV/CL_161_PV.pdf. Mais sa candidature semble entachée de nombreuses influences et pressions économiques destinées lui rapporter des voix dans les pays africains.

[10] Eric MEUNIER, « UE - La présidente de l'AESA démissionne après un mandat « agité ». », *Inf'OGM*, 25 juillet 2013

[11] http://www.fao.org/3/mz073fr/mz073fr.pdf

[12] Voir aussi : Eric MEUNIER, « UE - Une nouvelle directrice à l'EFSA », *Inf'OGM*, 23 février 2006

Adresse de cet article : https://infogm.org/fao-une-candidate-pour-defendre-les-ogm-et-lagro-ecologie/